



Infomat

N° 11-002-XIF au catalogue (English 11-002-XIE) ISSN 1209-0875

Revue hebdomadaire

Le vendredi 15 juin 2001

APERÇU

◆ Le taux de chômage demeure stable

En mai, le taux de chômage est demeuré stable à 7,0 % pour un troisième mois consécutif et le nombre d'emplois a peu varié (+10 000).

◆ L'utilisation de la capacité industrielle diminue pour un troisième trimestre de suite

Le taux d'utilisation de la capacité industrielle a diminué d'un point pour s'établir à 84,1 % au premier trimestre, en baisse pour un troisième trimestre consécutif. Ce recul tient surtout au groupe du matériel de télécommunications.

◆ Chute des bénéficiaires d'exploitation des sociétés

Les bénéficiaires d'exploitation des sociétés ont chuté de 6,9 % au premier trimestre; il s'agit du niveau le plus bas observé depuis le troisième trimestre de 1999. Cette chute fait suite à une baisse de 2,5 % enregistrée au quatrième trimestre de 2000.

◆ Regain des projets de construction non résidentielle

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a augmenté de 4,8 % en avril, à la faveur de hausses mensuelles appréciables du côté des projets de construction commerciale et institutionnelle.

◆ Le revenu agricole net augmente pour la première fois en trois ans

Le revenu net comptant des agriculteurs — la différence entre leurs recettes monétaires et leurs dépenses d'exploitation — a augmenté en 2000 pour la première fois en trois ans, malgré une troisième baisse annuelle consécutive des recettes des producteurs de cultures.

◆ La charge de travail des tribunaux de la jeunesse continue de s'alléger

En 1999-2000, le nombre de causes entendues par les tribunaux de la jeunesse a diminué de 4 % par rapport à 1998-1999 et de 11 % par rapport à 1992-1993. Cette tendance à la baisse résulte d'un recul marqué du nombre de causes de crimes contre les biens.

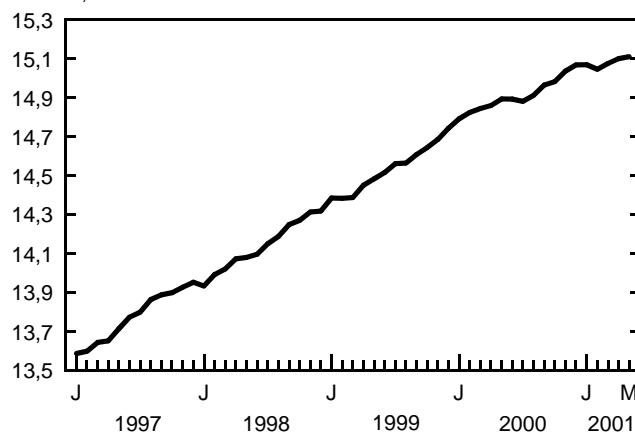
Le taux de chômage demeure stable

En mai, le taux de chômage est demeuré stable à 7,0 % pour un troisième mois consécutif et le nombre d'emplois a peu varié (+10 000). Le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté de 51 000, tandis que le nombre d'emplois à temps plein a fléchi de 41 000. L'emploi chez les hommes adultes (25 ans et plus) est demeuré inchangé, une réduction du nombre d'emplois à temps plein ayant contrebalancé une augmentation de l'emploi à temps partiel. Chez les femmes adultes, l'emploi a légèrement progressé en raison d'une hausse des emplois à temps partiel.

Chez les jeunes, l'emploi à temps partiel s'est accru de 26 000 d'avril à mai, tandis que l'emploi à temps plein, qui était en croissance depuis quatre ans, s'est contracté de 23 000. Leur taux de chômage a diminué de 0,6 point de pourcentage pour s'établir à 12,1 %, en raison d'une baisse de leur activité sur le marché du travail. Du côté des étudiants de 20 à 24 ans, 61,5 % occupaient un emploi en mai, en hausse de 3,5 points par rapport à mai 2000. Le taux de chômage des étudiants de cet âge s'établissait à 13,3 %, en baisse de 2,4 points par rapport à mai 2000. Leur taux de participation a augmenté au cours de cette période d'un an, passant de 68,9 % à 70,9 %.

Nombre d'emplois

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... Le taux de chômage demeure stable

Le nombre d'employés du secteur privé s'est accru de 42 000 en mai, poursuivant ainsi une tendance à la hausse à long terme. L'emploi dans le secteur public a peu changé. Le nombre de travailleurs indépendants a diminué de 28 000, poursuivant une tendance à la baisse amorcée au début de 2000.

Le nombre d'emplois dans la branche d'activité du commerce s'est accru de 30 000, après avoir diminué au cours des trois mois précédents. Par contre, les services professionnels, scientifiques et techniques, qui connaissent une tendance à la hausse depuis 1994, ont perdu 23 000 emplois. L'emploi dans l'agriculture a diminué de 13 000, poursuivant ainsi sa tendance à la baisse amorcée il y a plus de deux ans. Ce secteur affiche une diminution estimée à 55 000 (-14,5 %) par rapport à mai 2000.

La branche de la fabrication a perdu 12 000 emplois, portant les pertes cumulatives de l'année à 42 000. La faiblesse de l'emploi dans cette branche coïncide avec la réduction des livraisons manufacturières observée récemment. Du côté des ressources naturelles, l'emploi a augmenté de 8 000, principalement dans l'exploitation minière et l'extraction de pétrole et de gaz en Alberta.

À l'échelle provinciale, l'emploi a légèrement augmenté en Ontario, et le taux de chômage est resté inchangé à 5,9 %. Le Québec a connu une légère diminution de l'emploi, la croissance de l'emploi à temps partiel (+16 000) ayant été plus qu'annulée par le repli de l'emploi à temps plein (-26 000). Le taux de chômage s'est accru de 0,3 point pour atteindre 9,0 %. Le nombre d'emplois a progressé de 13 000 en Colombie-Britannique, annulant ainsi les pertes d'avril. Le taux de chômage a diminué de 0,1 point pour se situer à 6,8 %.

En Alberta, le nombre d'emplois s'est accru de 6 000 et le taux de chômage a baissé de 0,3 point pour s'établir à 4,5 %. Le nombre d'emplois a grimpé de 4 000 à Terre-Neuve, et le taux de chômage a diminué de 1,7 point pour se fixer à 15,6 %. En Saskatchewan, l'emploi a chuté de 5 000 en raison du déclin des emplois à temps plein dans les secteurs de l'agriculture et du

Information complémentaire sur l'assurance-emploi

En mars, le nombre estimatif de Canadiens (non désaisonnalisés) recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi est demeuré pratiquement inchangé comparativement à mars 2000, se situant à 643 530. Ce nombre a diminué dans la plupart des provinces et des territoires, sauf en Ontario, où on a enregistré une forte augmentation, ainsi qu'en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, où il y a eu de faibles hausses. Par rapport à février, le montant des prestations ordinaires versé (désaisonnalisé) a augmenté de 0,9 % en mars pour atteindre 620,0 millions de dollars, tandis que le nombre de demandes reçues a diminué de 2,1 % pour s'établir à 229 760.

Le nombre de prestataires d'assurance-emploi a été sous-estimé pour la période de janvier 1997 à avril 2000. Les utilisateurs ne doivent donc faire aucune comparaison entre ces données et toutes séries mensuelles et chronologiques déjà diffusées. La diffusion des données révisées est prévue pour le 21 juin. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : travail@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

commerce. Le taux de chômage a augmenté de 0,3 point pour s'établir à 6,3 %. On a observé peu de variation de l'emploi dans les autres provinces en mai.

Le résumé plus détaillé **Information population active** (Internet : 71-001-PIB, 8 \$ / 78 \$; papier : 71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$), pour la semaine se terminant le 19 mai 2001, est maintenant en vente. Pour commander des données ou obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750 ou avec Martin Tabi au (613) 951-5269, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 10.)

Enquête sur la population active, mai 2001

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 246,1	0,1	15 108,7	0,1	1 137,4	7,0
Terre-Neuve	255,4	-0,1	215,6	2,0	39,8	15,6
Île-du-Prince-Édouard	74,7	-0,9	65,7	0,6	9,0	12,0
Nouvelle-Écosse	464,6	-0,4	418,2	-0,5	46,4	10,0
Nouveau-Brunswick	374,7	-0,5	332,9	-0,6	41,8	11,2
Québec	3 803,6	0,1	3 460,6	-0,3	343,0	9,0
Ontario	6 360,8	0,1	5 984,5	0,1	376,2	5,9
Manitoba	584,0	-0,1	555,1	-0,1	28,9	4,9
Saskatchewan	501,4	-0,9	470,0	-1,1	31,4	6,3
Alberta	1 709,5	0,0	1 632,5	0,4	77,0	4,5
Colombie-Britannique	2 117,5	0,5	1 973,8	0,6	143,8	6,8

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

L'utilisation de la capacité industrielle diminue pour un troisième trimestre de suite

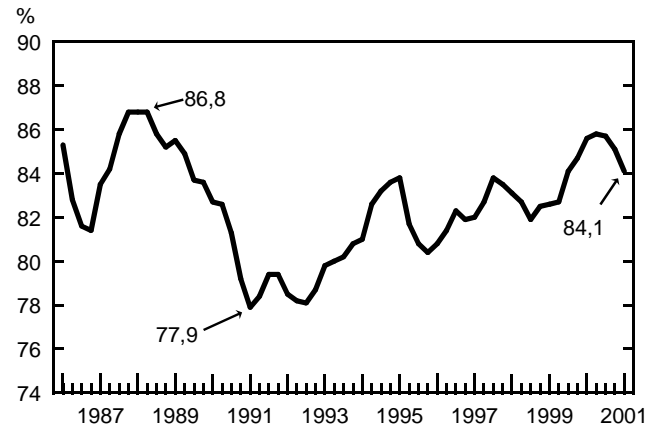
Les industries ont moins utilisé leur capacité de production pour un troisième trimestre consécutif au cours des trois premiers mois de 2001. Le taux de 84,1 % a été inférieur d'un point de pourcentage à celui observé au trimestre précédent, surtout en raison du recul prononcé dans la branche du matériel de télécommunications.

Pour un deuxième trimestre consécutif, les fabricants ont moins utilisé leur capacité de production, dont le taux s'est fixé à 83,5 % au premier trimestre. La diminution la plus prononcée de l'utilisation de la capacité s'est produite dans la branche des produits électriques et électroniques. La production s'est repliée de 11,8 %, ce qui constitue la chute trimestrielle la plus marquée depuis 1961. Dans cette branche, le groupe du matériel de télécommunications a été le plus durement touché puisque sa production a chuté de 31,7 %. L'autre branche ayant contribué à l'effritement dans le secteur de la fabrication a été celle du matériel de transport. Les fabricants de produits automobiles ont ralenti la production pour un deuxième trimestre consécutif afin de réduire les stocks.

Taux d'utilisation de la capacité industrielle, premier trimestre de 2001

	%	Variation trimestrielle en points de %	Variation annuelle en points de %
Ensemble des branches productrices de biens non agricoles	84,1	-1,0	-1,5
Exploitation forestière et services forestiers	76,6	-1,8	-8,4
Mines (y compris le broyage) et carrières	94,4	2,1	5,0
Pétrole brut et gaz naturel	69,7	0,5	0,1
Fabrication	83,5	-1,7	-2,4
Bois	83,2	-1,4	-4,0
Meubles et articles d'ameublement	81,0	-2,9	-1,4
Première transformation des métaux	86,1	-1,4	-7,2
Fabrication de produits métalliques	82,6	1,0	-3,7
Machinerie	79,5	0,9	-3,6
Matériel de transport	84,8	-2,2	-5,9
Produits électriques et électroniques	83,3	-13,0	-9,2
Produits minéraux non métalliques	74,5	-2,3	-10,2
Aliments	82,0	0,6	1,9
Boissons	84,6	2,5	1,0
Produits en caoutchouc	92,4	1,7	-1,5
Produits en matière plastique	79,7	-3,1	-5,9
Textiles de première transformation	80,5	-0,9	1,2
Produits textiles	72,9	-4,7	-11,1
Habillement	84,0	0,1	0,6
Papier et produits connexes	91,1	-1,8	-1,6
Imprimerie et édition	80,3	-0,2	-0,2
Produits raffinés du pétrole et du charbon	95,6	2,1	4,6
Produits chimiques	89,6	6,0	13,9
Construction	90,9	0,0	-1,2
Énergie électrique	87,2	-0,1	1,2
Distribution de gaz	75,4	-4,5	-1,7

Taux d'utilisation de la capacité industrielle



Plusieurs autres branches manufacturières ont également accusé un recul du taux d'utilisation de la capacité au premier trimestre. Dans la branche du bois, la production a fléchi de 1,0 %, étant donné que les scieries ont beaucoup diminué leur activité en mars, dernier mois de l'Accord canado-américain sur le bois d'œuvre. Dans la branche des meubles et des articles d'ameublement, le taux a régressé en raison du ralentissement de la production en février et en mars. Cette situation tient en partie au fait que quelques fabricants ont transféré une partie de leur production à l'extérieur du pays. Le taux d'utilisation de la capacité a aussi diminué dans la branche du papier et des produits connexes, puisque les producteurs de pâte et de papier journal ont ralenti la production au premier trimestre.

Parmi les branches manufacturières dont le taux d'utilisation de la capacité a augmenté, mentionnons celle des produits chimiques, dont la hausse de 6,0 points a porté le taux à 89,6 %. Ce sont surtout les fabricants de produits pharmaceutiques qui ont contribué à la progression; ils ont accéléré la production récemment afin de répondre à l'accroissement de la demande intérieure et extérieure. La production de produits pharmaceutiques au premier trimestre a été de 36 % supérieure à celle du premier trimestre de 2000. Par ailleurs, vu l'accroissement de la production dans les raffineries, le taux de la branche des produits raffinés du pétrole et du charbon s'est accru de 2,1 points pour atteindre 95,6 %.

Dans le secteur minier, les activités de forage et de construction de plateformes ont été largement à l'origine de la hausse du taux d'utilisation de la capacité dans la branche de l'exploitation des mines et des carrières. Dans la branche du pétrole brut et du gaz naturel, l'augmentation de la capacité est due à l'expansion des activités d'extraction du pétrole et du gaz. Il s'agit de la deuxième hausse trimestrielle d'affilée du taux dans cette branche.

Du côté des services publics, le taux d'utilisation de la capacité a fléchi tant pour la distribution d'énergie électrique que pour celle du gaz naturel. La production de la branche de la distribution du gaz de chauffage a diminué, la température ayant été plus élevée que d'habitude en janvier. Le prix élevé du gaz naturel et la

(suite à la page 4)

... L'utilisation de la capacité industrielle diminue pour un troisième trimestre de suite

fermeture d'usines expliquent également cette réduction. Le taux d'utilisation a aussi fléchi pour ce qui est de l'exploitation forestière. Dans la construction, le taux s'est inscrit à 90,9 %, se maintenant à ce niveau depuis le deuxième trimestre de 2000.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579 ou avec Susanna Wood au (613) 951-0655, Division de l'investissement et du stock de capital.

Note aux lecteurs

Le taux d'utilisation de la capacité d'une branche d'activité est le ratio de son rendement réel et de son rendement éventuel estimé. Les estimations du rendement éventuel d'une branche d'activité sont calculées à partir des mesures de son stock de capital. Pour mesurer son niveau de fonctionnement sous la forme d'un pourcentage de son rendement éventuel, une entreprise tient compte des modifications relativement à la désuétude de ses installations, de ses rapports capital-travail et d'autres caractéristiques de ses techniques de production.

Chute des bénéfices d'exploitation des sociétés

Les bénéfices d'exploitation des sociétés ont chuté de 6,9 % au premier trimestre, passant à 44,9 milliards de dollars; il s'agit du niveau le plus bas observé depuis le troisième trimestre de 1999. Cette chute fait suite à une baisse de 2,5 % (donnée révisée) enregistrée au cours des trois derniers mois de 2000. Pour leur part, les revenus d'exploitation (provenant principalement des ventes) ont subi une légère baisse de 0,2 %, après 11 augmentations d'affilée.

Les branches financières ont été à l'origine des trois quarts de la baisse des bénéfices d'exploitation totaux au premier trimestre. Les bénéfices du secteur financier ont chuté de 18,4 % pour se retrouver à 11,0 milliards de dollars, leur niveau le plus bas des 10 derniers trimestres. Ce déclin a été provoqué par la chute de 36,7 % des bénéfices des fonds et des autres instruments financiers, laquelle était due à une réduction substantielle des gains à la vente de titres et d'autres éléments d'actifs.

Pour leur part, les branches non financières ont enregistré une baisse de 2,5 % de leurs bénéfices d'exploitation, qui se sont établis à 33,9 milliards de dollars, en raison de la stagnation du secteur de la fabrication. Si l'on exclut ce secteur, qui représente environ un tiers des bénéfices du secteur non financier, les bénéfices des branches non financières ont plutôt augmenté de 0,7 %.

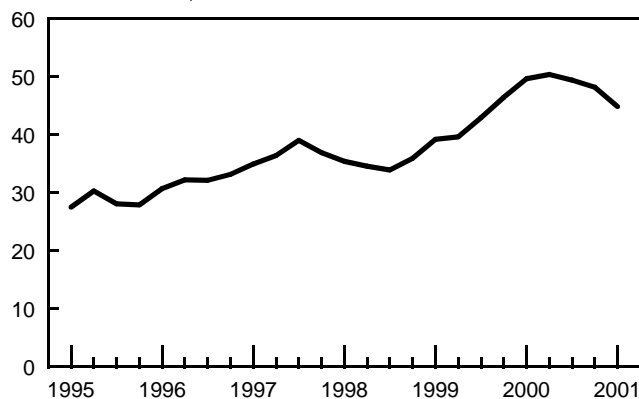
Entravé par le ralentissement économique qui touche les États-Unis, le secteur de la fabrication a enregistré une baisse de 8,3 % de ses bénéfices d'exploitation, qui se sont chiffrés à 11,5 milliards de dollars. Les bénéfices des fabricants ont continué de décroître pour un quatrième trimestre d'affilée, à la suite d'une croissance trimestrielle soutenue de 9,5 % en moyenne pendant les six trimestres précédents.

Dans le secteur de la fabrication, les constructeurs de véhicules automobiles et de pièces d'automobiles ont été particulièrement touchés, leurs bénéfices d'exploitation ayant chuté de 35,4 % du fait d'une baisse de 6,8 % des revenus d'exploitation. À 1,4 milliard de dollars, leurs bénéfices se situaient à la moitié à peine du sommet atteint au deuxième trimestre de 2000.

Le premier trimestre a également été terne pour les fabricants de produits électroniques et informatiques, dont les bénéfices d'exploitation sont descendus à 0,7 milliard de dollars, en baisse de 2,0 % par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2000 et de

Bénéfices d'exploitation des sociétés

Milliards de dollars, données désaisonnalisées



50,0 % par rapport à ceux du premier trimestre de 2000. De leur côté, les producteurs de métaux de première transformation ont vu leurs bénéfices chuter de 19,4 %, pour se situer à 0,4 milliard de dollars. Il s'agit de leurs plus faibles bénéfices en sept ans. La demande plus faible du secteur de l'automobile a eu de fortes répercussions sur les résultats du premier trimestre pour ces producteurs.

Les bénéfices d'exploitation des entreprises minières (autres que celles du pétrole et du gaz) se sont repliés de 24,8 % pour se fixer à 0,5 milliard de dollars, en baisse pour un troisième trimestre consécutif. Les résultats du secteur minier ont été grugés par des coûts de l'énergie plus élevés et par le ralentissement économique général qui a amorti le prix des métaux.

Les grandes gagnantes du premier trimestre ont été les entreprises du secteur de l'extraction du pétrole et du gaz, dont les bénéfices ont bondi de 10,5 % pour se situer à 7,0 milliards de dollars. Les bénéfices se sont accrus pendant cinq trimestres d'affilée et ont doublé depuis le premier trimestre de 2000.

La marge bénéficiaire d'exploitation a fléchi pour s'établir à 8,4 % au premier trimestre, comparativement à 9,1 % et à 9,4 % aux quatrième et troisième trimestres de 2000. Les secteurs financier et non financier ont tous deux contribué à cette baisse. Le

(suite à la page 5)

... Chute des bénéfices d'exploitation des sociétés

rendement de l'avoir est passé à 6,3 %, en légère baisse par rapport à 6,4 % au quatrième trimestre de 2000. Il s'agit de la quatrième diminution d'affilée de cet indicateur de rentabilité par rapport à la valeur élevée de 9,7 % enregistrée au premier trimestre de 2000.

Le numéro du premier trimestre de 2001 de Statistiques financières trimestrielles des entreprises (Internet : 61-008-XIF, 26 \$ / 86 \$) paraîtra bientôt. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Jeannine D'Angelo au (613) 951-2604. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Bill Potter au (613) 951-2662 ou avec Jean-Pierre Simard au (613) 951-0741, Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Regain des projets de construction non résidentielle

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a augmenté de 4,8 % en avril pour s'établir à 3,2 milliards de dollars, à la faveur de hausses mensuelles appréciables du côté des projets de construction commerciale et institutionnelle. Le rebondissement de la valeur des permis de construction non résidentielle a été amplement suffisant pour faire contreponds au recul dans le secteur résidentiel.

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Avril 2001	Mars à avril 2001	Janvier à avril 2001	Janvier- avril 2000 à janvier- avril 2001
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	11,9	3,1	46,5	-20,8
Halifax	24,2	57,7	86,2	-63,1
Saint John	8,3	55,1	24,1	4,8
Chicoutimi-Jonquière	22,8	-40,5	74,0	43,7
Québec	39,7	-15,7	223,1	12,7
Sherbrooke	10,6	-42,5	45,6	28,8
Trois-Rivières	8,8	73,5	28,5	-1,2
Montréal	378,9	42,0	1 587,3	51,9
Hull	27,1	20,1	149,0	106,1
Ottawa	118,1	-18,9	505,6	20,3
Oshawa	25,9	-21,7	147,4	-32,8
Toronto	594,5	-1,5	3 177,4	25,2
Hamilton	57,2	-2,6	291,6	31,5
St. Catharines-Niagara	34,8	18,9	126,6	4,6
Kitchener	106,4	164,1	270,5	9,2
London	83,3	42,9	230,8	60,3
Windsor	44,1	6,9	172,4	7,1
Sudbury	7,9	85,2	20,7	43,4
Thunder Bay	4,5	-69,0	30,0	20,1
Winnipeg	32,8	-15,1	140,2	-25,6
Regina	35,0	222,4	87,1	34,0
Saskatoon	19,6	-39,4	93,7	-26,7
Calgary	179,4	-3,4	706,2	-15,0
Edmonton	118,4	8,4	433,5	9,5
Vancouver	384,3	55,7	1 122,7	22,4
Victoria	23,9	-28,2	119,3	24,7

Après deux mois de reculs, les projets de construction non résidentielle ont atteint 1,6 milliard de dollars en avril, en hausse de 16,6 % par rapport à mars. Le repli des taux d'inoccupation des immeubles à bureaux et à vocation commerciale dans plusieurs grands centres est compatible avec cette hausse. Les projets de construction institutionnelle se sont accrus de 29,2 %, stimulés surtout par les projets de construction d'établissements d'enseignement. La valeur des permis de construction commerciale a fait un bond de 23,3 % grâce aux projets récréatifs et aux immeubles à bureaux. Seuls les projets industriels ont accusé un repli en avril (-9,1 %), poussés à la baisse par les services publics et les services de transport.

Parmi les provinces, l'Ontario a enregistré l'augmentation la plus forte en dollars dans le secteur non résidentiel, grâce aux excellents résultats dans la région de Toronto. Chacune des trois composantes a progressé. Par contre, après une robuste progression en mars, l'Alberta a affiché la baisse la plus marquée.

Pour sa part, la valeur des permis de construction résidentielle a fléchi de 4,8 %, pour s'établir à 1,6 milliard de dollars. Il s'agit de son plus bas niveau des 12 derniers mois. La construction de logements multifamiliaux s'est repliée de 13,5 %, alors que la construction de logements unifamiliaux a diminué de 1,5 %. Il s'agit du troisième repli mensuel consécutif de la composante unifamiliale, qui représente environ les trois quarts de l'ensemble du secteur résidentiel.

Malgré ces résultats, le marché de l'habitation demeure actif. En avril, le nombre de mises en chantier d'habitations a monté de 3,1 %, les ventes de maisons existantes ont progressé et le stock de logements vacants était faible. De même, les niveaux d'emploi sont demeurés élevés et les taux hypothécaires, avantageux.

À l'échelon provincial, le recul le plus net en dollars de la valeur des permis de construction résidentielle a été observé en Ontario, où l'effet de ralentissement était attribuable uniquement à la composante multifamiliale. L'augmentation la plus prononcée a eu lieu en Alberta.

Pour la période de janvier à avril, les municipalités ont délivré pour 13,5 milliards de dollars de permis de construction, en progression de 14,0 % par rapport à la même période en 2000. Il s'agit aussi du niveau le plus élevé pour les quatre premiers mois d'une année depuis 1990.

La valeur des permis de construction résidentielle s'est accrue de 8,4 % pour s'établir à 7,2 milliards de dollars, enregistrant son meilleur résultat pour la période de janvier à avril depuis 1990. Cette progression a été, dans une large mesure, attribuable à la

(suite à la page 6)

... Regain des projets de construction non résidentielle

composante des logements multifamiliaux. Le secteur non résidentiel a connu un excellent début d'année, la valeur des permis ayant grimpé de 21,2 % par rapport aux quatre premiers mois de 2000, pour se fixer à 6,3 milliards de dollars. Les trois composantes ont contribué à cette progression, notamment les projets de construction commerciale.

Les régions métropolitaines de recensement de Toronto et de Montréal ont été à l'origine de la majeure partie de l'accroissement de la valeur cumulative des permis de construction de janvier à

avril. À Toronto, la hausse était répartie entre toutes les catégories des secteurs résidentiel et non résidentiel. À Montréal, elle était dans une large mesure attribuable aux projets de construction d'immeubles à bureaux et d'usines.

Le numéro d'avril 2001 de **Permis de bâtir** (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) vient de paraître. Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Le revenu agricole net augmente pour la première fois en trois ans

Le revenu net comptant des agriculteurs — la différence entre leurs recettes monétaires et leurs dépenses d'exploitation — a augmenté en 2000 pour la première fois en trois ans, malgré une troisième baisse annuelle consécutive des recettes des producteurs de cultures. Le revenu net comptant s'est chiffré à 7,1 milliards de dollars, en hausse de 15,3 % par rapport à 1999, soit l'augmentation la plus prononcée depuis 1992.

Le revenu net comptant peut varier considérablement d'une exploitation agricole à l'autre sous l'effet de facteurs comme les produits, les prix et le temps. C'est particulièrement le cas des producteurs de cultures, qui ont été durement touchés par la faiblesse des prix au cours des trois dernières années et, dans bien des cas, par la sécheresse ou des pluies abondantes.

Les agriculteurs ont vu leur revenu net comptant diminuer dans quatre provinces, à savoir l'Île-du-Prince-Édouard (-53,6 %), Terre-Neuve (-32,8 %), le Nouveau-Brunswick (-27,4 %) et le Manitoba (-2,1 %). Pour les agriculteurs du Manitoba, il s'agissait du troisième recul d'affilée. En Saskatchewan, le revenu net comptant est pratiquement resté le même après deux années de repli, tandis qu'en Alberta, il a grimpé de 62,9 % pour se fixer à

Définitions

Le **revenu net comptant** mesure les mouvements de l'encaisse d'une exploitation agricole (les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation) découlant de la production de produits agricoles. Le revenu net comptant représente le montant disponible pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.

Les **recettes monétaires agricoles** mesurent le revenu brut des exploitations agricoles en dollars courants. Elles comprennent les ventes de productions végétales et animales (sauf les ventes entre les exploitations agricoles d'une même province) et les paiements de programme. Les recettes sont comptabilisées lorsque l'argent est versé aux agriculteurs, avant déduction des dépenses.

Les **dépenses d'exploitation agricoles** représentent les frais d'exploitation qu'engagent les exploitations agricoles pour les biens et les services qu'elles utilisent dans la production de produits agricoles. Les frais sont comptabilisés lorsque l'agriculteur débourse les fonds.

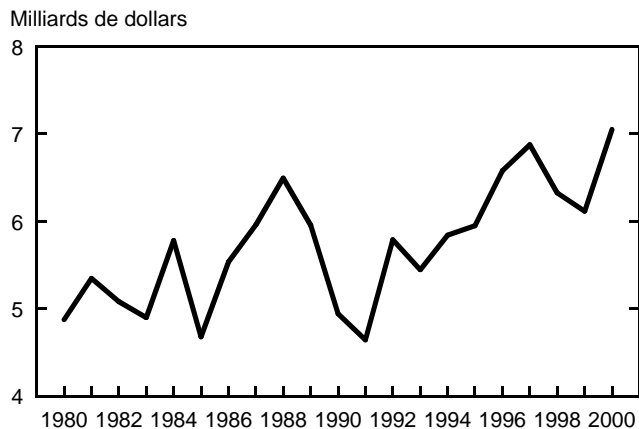
son plus haut niveau depuis 1996. Une diminution des prix et des ventes des pommes de terre explique les baisses observées à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick.

Les recettes monétaires ont atteint un nouveau sommet, progressant de 7,8 % pour passer à 32,8 milliards de dollars. L'augmentation était dans une large mesure attribuable à la croissance des recettes porcines et bovines et des paiements de programme versés aux agriculteurs. Les recettes des producteurs de cultures ont régressé pour la troisième année d'affilée, diminuant de 1,2 % pour descendre à 13,1 milliards de dollars, leur plus bas niveau en six ans. L'abondance des réserves mondiales a provoqué un affaissement des prix.

Par contre, les recettes du bétail ont atteint un niveau record de 16,8 milliards de dollars, en hausse de 11,0 % par rapport à 1999. Les principaux facteurs à l'origine de cette hausse ont été les recettes pour les porcs (+38,8 %) et, dans une mesure moindre, celles pour les bovins et les veaux (+7,7 %).

Les paiements de programme ont grimpé de 44,8 %, ce qui les a propulsés à leur plus haut niveau en sept ans, soit 2,8 milliards de dollars. Cependant, ils sont demeurés au-dessous du sommet de 3,8 milliards de dollars enregistré en 1992.

Revenu agricole net comptant



(suite à la page 7)

... Le revenu agricole net augmente pour la première fois en trois ans

Après les augmentations modestes des trois années précédentes, les dépenses d'exploitation ont augmenté de 5,9 % pour atteindre une somme record de 25,7 milliards de dollars. En particulier, les dépenses en carburant pour les machines se sont accrues de 29,0 %, soit la plus forte augmentation depuis l'explosion des prix de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Les frais d'intérêt ont monté de 15,7 %, sous la poussée des taux d'intérêt et d'une dette agricole qui n'a pas cessé de croître depuis 1992.

Le supplément de *Statistiques économiques agricoles* (papier : 21-603-UPF, 26 \$ / 52 \$) paraîtra en juillet. Le numéro de janvier à décembre 2000 de *Recettes monétaires agricoles* (Internet : 21-001-XIB, 15 \$ / 48 \$) est disponible. Pour plus de renseignements au sujet du revenu agricole net, communiquez avec Estelle Perrault au (613) 951-2448 (courriel : estelle.perrault@statcan.ca), Division de l'agriculture. Pour plus de renseignements sur les recettes monétaires agricoles, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 (courriel : marco.morin@statcan.ca), Division de l'agriculture.

La charge de travail des tribunaux de la jeunesse continue de s'alléger

La charge de travail à laquelle doivent faire face les tribunaux de la jeunesse a poursuivi sa tendance à la baisse vers la fin des années 1990. Les tribunaux de la jeunesse ont entendu 102 061 causes en 1999-2000, un nombre en baisse de 4 % par rapport à 1998-1999 et de 11 % par rapport à 1992-1993, première année de couverture de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse.

Cette tendance à la baisse résulte d'une diminution importante du nombre de causes de crimes contre les biens. Le taux des causes de crimes contre les biens pour 10 000 jeunes a fléchi de 38 % de 1992-1993 à 1999-2000. À titre de comparaison, le taux des causes de crimes contre la personne pour 10 000 jeunes n'a pas varié au cours de cette période, bien qu'il ait diminué de 3 % par rapport à 1998-1999.

Les crimes contre les biens représentaient 40 % de l'ensemble des causes devant les tribunaux de la jeunesse en 1999-2000, alors que les crimes contre la personne en constituaient 22 %. Environ la moitié des causes de crimes contre la personne avaient trait à des voies de fait mineures. Pour sa part, le nombre de causes d'infractions liées aux drogues formait moins de 5 % de l'ensemble des causes. Ce nombre a cependant plus que doublé en huit ans, passant de 2 331 en 1992-1993 à 5 394 en 1999-2000.

Depuis 1992-1993, les jeunes de 16 et 17 ans ont comparu plus souvent devant les tribunaux de la jeunesse que les jeunes faisant partie des deux autres groupes d'âge. En 1999-2000, les jeunes de 16 et 17 ans représentaient 51 % des causes, alors que les jeunes de 15 ans étaient à l'origine de 21 % des causes et ceux de 12 à 14 ans, de 25 %.

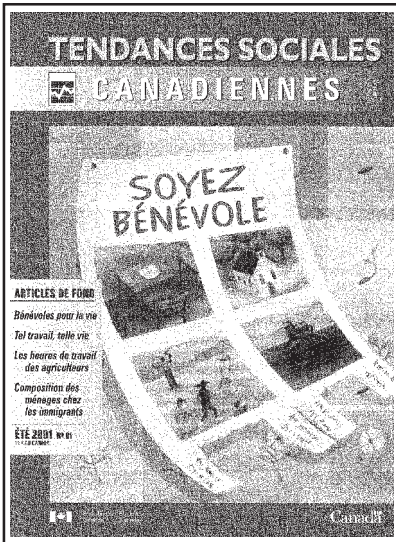
Les adolescentes représentent une proportion croissante du volume des causes devant les tribunaux de la jeunesse. En 1999-2000, elles étaient à l'origine de 21 % de toutes les causes, comparativement à une proportion de 18 % en 1992-1993. Les tribunaux de la jeunesse ont entendu 21 507 causes impliquant des adolescentes, un nombre ayant augmenté de 4 % au cours de cette période de huit ans.

Les taux des causes devant les tribunaux de la jeunesse sont les plus élevés dans l'ouest du Canada. En 1999-2000, les tribunaux de la Saskatchewan ont enregistré un taux de 941 causes pour 10 000 jeunes, suivis de ceux du Manitoba (700) et de l'Alberta (614); pour ces trois provinces, le taux était de beaucoup supérieur à la moyenne nationale de 417. Les taux les plus faibles ont été observés au Québec (196), à l'Île-du-Prince-Édouard (271) et en Colombie-Britannique (364).

Environ les deux tiers des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse se sont soldées par un verdict de culpabilité depuis 1992-1993. En 1999-2000, la probation était la peine la plus sévère dans 48 % des causes. La peine de garde en milieu ouvert et fermé a été ordonnée dans environ le tiers des causes. Les récidivistes (les jeunes ayant déjà été condamnés au moins une fois) étaient à l'origine de 35 % des causes avec condamnation en 1999-2000.

La publication *Juristat : Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, faits saillants de 1999-2000*, vol. 21, n° 3 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) et les *Tableaux de données sur les tribunaux de la jeunesse, 1999-2000* (Internet : 85F0030XIF, 26 \$) sont maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Nouveautés de Statistique Canada



Tendances sociales canadiennes Été 2001

Le numéro d'été 2001 de *Tendances sociales canadiennes* présente les articles suivants : « Aimer son travail : une stratégie efficace pour équilibrer la vie professionnelle et la vie privée? »; « Les modèles de bénévolat durant le cycle de vie »; « De l'aube au crépuscule : régimes de travail des couples d'exploitants agricoles »; et « L'évolution de la situation des immigrants dans la famille au Canada ».

Chaque trimestre, des données provenant de diverses sources sont regroupées dans *Tendances sociales canadiennes* afin de cerner les nouvelles tendances et questions sociales. La publication présente aussi les indicateurs sociaux les plus récents ainsi que des renseignements sur les produits et services de Statistique Canada.

Le numéro d'été 2001 de *Tendances sociales canadiennes* (Internet : 11-008-XIF, 8 \$ / 27 \$; papier : 11-008-XPf, 11 \$ / 36 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Susan Crompton au (613) 951-2556 (courriel : cstsc@statcan.ca), Division de la statistique sociale, du logement et des familles.

Problèmes de comportement et délinquance chez les enfants et les jeunes 1996-1997

La publication *Juristat : Les problèmes de comportement et la délinquance chez les enfants et les jeunes* porte sur les problèmes de comportement et la délinquance déclarés par un échantillon représentatif d'enfants et de jeunes âgés de 10 à 13 ans. Cette publication est fondée sur les données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) de 1994-1995 et de 1996-1997.

La publication *Juristat : Les problèmes de comportement et la délinquance chez les enfants et les jeunes*, vol. 21, n° 4 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPf, 10 \$ / 93 \$), est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Enquête sur les véhicules au Canada Quatrième trimestre de 2000

L'Enquête sur les véhicules au Canada mesure l'activité de tous les véhicules routiers enregistrés au Canada, sauf certains véhicules tels que les motocyclettes, les engins de chantier et le matériel d'entretien des routes. Les estimations totales de véhicules-kilomètres sont disponibles par province et par territoire. Les estimations de passagers-kilomètres sont disponibles par province seulement.

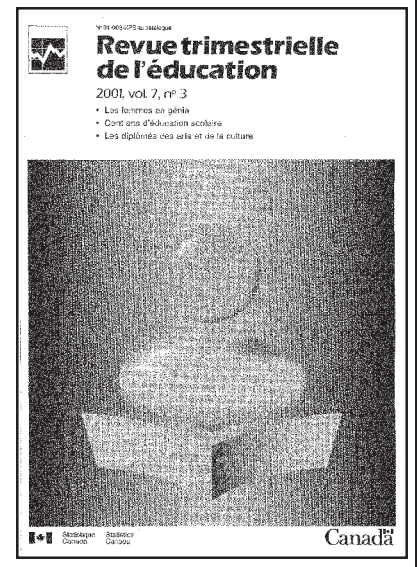
Le numéro du quatrième trimestre de 2000 de *L'enquête sur les véhicules au Canada* (Internet : 53F0004XIF, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous « Nos produits et services », « Publications gratuites » et « Transport et entreposage ». Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Robert Larocque au (613) 951-2486 (courriel : larocque@statcan.ca), Division des transports.

Nouveautés de Statistique Canada

Revue trimestrielle de l'éducation Vol. 7, n° 3

La *Revue trimestrielle de l'éducation* présente des analyses sur des questions d'actualité et sur les tendances en éducation. Le numéro de mai 2001 renferme trois rapports : « Les femmes en génie : le chaînon manquant de l'économie du savoir au Canada », « Cent ans d'éducation scolaire » et « Transition école-travail : perspectives sur les diplômés des arts et de la culture ».

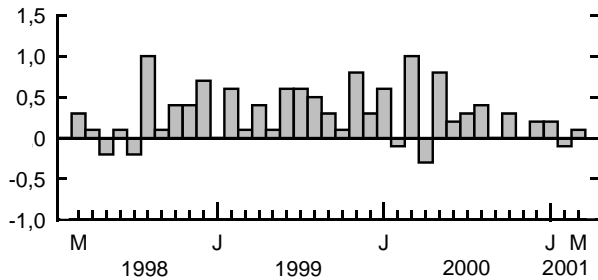
Le numéro de mai 2001 de la publication **Revue trimestrielle de l'éducation**, vol. 7, n° 3 (Internet : 81-003-XIF, 16 \$ / 51 \$; papier : 81-003-XPB, 21 \$ / 68 \$) est maintenant en vente. Le rapport sur les femmes en génie peut être consulté gratuitement dans le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous « Nos produits et services », puis « En profondeur ». Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (télécopieur : (613) 951-9040; courriel : educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.



Tendances actuelles

Produit intérieur brut

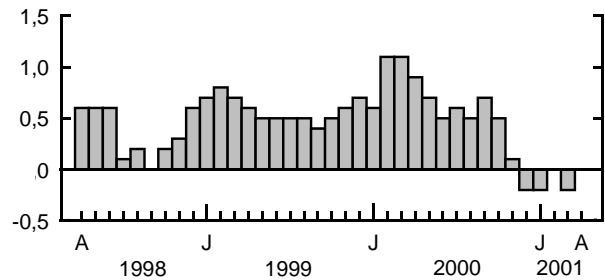
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut a enregistré une croissance modérée de 0,1 % en mars. Celle-ci a annulé la baisse du même ordre observée en février.

Indice composite

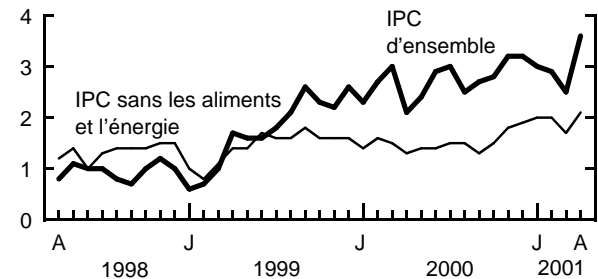
Variation mensuelle en %



Après avoir diminué en mars, l'indicateur avancé n'a pas varié en avril. Il s'agit du cinquième mois d'affilée pour lequel l'indicateur n'a pas présenté de croissance.

Indice des prix à la consommation

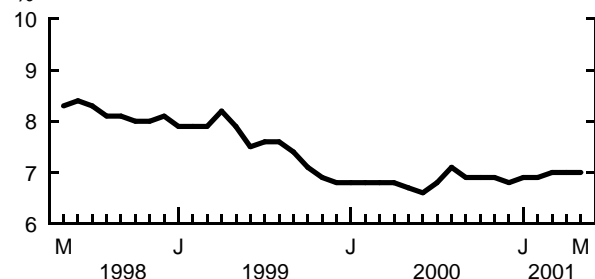
Variation annuelle en %



En avril, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 3,6 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 2,1 %.

Taux de chômage

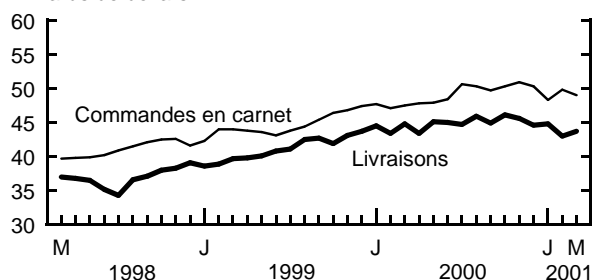
%



En mai, le taux de chômage s'est établi à 7,0 % pour un troisième mois de suite.

Fabrication

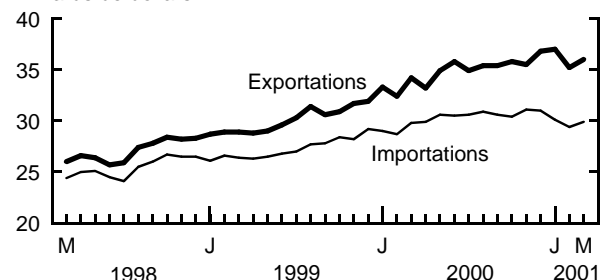
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 1,7 % en mars, pour totaliser 43,7 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont reculé pour la troisième fois en quatre mois (-1,6 %), pour se chiffrer à 49,0 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En mars, les exportations se sont accrues de 2,3 % pour se fixer à un peu plus de 36,0 milliards de dollars. Les importations ont progressé de 1,7 % pour s'établir à 29,9 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	mars	797,5	0,1 %	2,0 %
Indice composite (1992 = 100)	avril	166,4	0,0 %	3,0 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 2001	44,9	-6,9 %	-9,7 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	1 ^{er} trim. de 2001*	84,1	-1,0 †	1,5 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mars	23,7	0,3 %	3,8 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	avril	1,64	0,6 %	9,4 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	avril*	134,4	5,9 %	1,1 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	mars	32,2	1,7 %	2,0 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mai*	15,11	0,1 %	1,5 %
Taux de chômage (%)	mai*	7,0	0,0 †	0,3 †
Taux d'activité (%)	mai*	66,1	0,0 †	0,3 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars) ¹	mars	662,75	0,3 %	2,1 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	mai	164	-2,4 %	-4,1 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mars	36,0	2,3 %	5,5 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mars	29,9	1,7 %	0,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mars	6,2	0,3	1,8
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars) ¹	mars	43,7	1,7 %	-2,4 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars) ¹	mars	42,9	-3,5 %	-5,1 %
Commandes en carnet (milliards de dollars) ¹	mars	49,0	-1,6 %	3,1 %
Ratio des stocks aux livraisons ¹	mars	1,49	-0,03	0,15
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	avril	116,4	0,7 %	3,6 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	avril	130,3	0,2 %	2,7 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	avril	144,4	0,1 %	7,9 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	mars	105,2	0,3 %	2,6 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. Ces estimations sont dorénavant publiées sur la base du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Elles ne sont pas comparables aux estimations précédemment publiées sur la base de la Classification type des industries (CTI) de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Caroline Olivier, (613) 951-1189, caroline.olivier@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088,
 madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications,
 Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario),
 K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement
 annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont
 exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de
 livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
 Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation,
 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone :
 au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le
 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse
 order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
 © Ministre de l'Industrie, 2001. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 7 au 13 juin 2001

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Le commerce des grains au Canada	1999-2000	22-201-XIB	33
Le commerce des grains au Canada	1999-2000	22-201-XPB	44
Production d'œufs	avril 2001	23-003-XPB	110
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Juristat : Les problèmes de comportement et la délinquance chez les enfants et les jeunes, vol. 21, n° 4	1996-1997	85-002-XIF	8 / 70
Juristat : Les problèmes de comportement et la délinquance chez les enfants et les jeunes, vol. 21, n° 4	1996-1997	85-002-XPB	10 / 93
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations, commerce de marchandises	2000	65-202-XMB	103
Exportations, commerce de marchandises	2000	65-202-XPB	258
Exportations par marchandise	mars 2001	65-004-XMB	37 / 361
Exportations par marchandise	mars 2001	65-004-XPB	78 / 773
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
Revue trimestrielle de l'éducation, vol. 7, n° 3	2001	81-003-XIF	16 / 51
Revue trimestrielle de l'éducation, vol. 7, n° 3	2001	81-003-XPB	21 / 68
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Disponibilité et écoulement d'énergie au Canada, bulletin trimestriel	2 ^e trim. de 2000	57-003-XPB	43 / 141
Guide statistique de l'énergie	avril 2001	57-601-XDF	284
Guide statistique de l'énergie	avril 2001	57-601-UPB	387
Huiles et corps gras	avril 2001	32-006-XIB	5 / 47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	avril 2001	41-011-XIB	5 / 47
Transport et distribution du gaz naturel	janvier 2001	55-002-XIB	13 / 125
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	avril 2001	64-001-XIF	14 / 145
PETITES ENTREPRISES ET ENQUÊTES SPÉCIALES			
Variations de l'emploi	1997-1998	61F0020XCB	500
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Information population active	mai 2001	71-001-PIB	8 / 78
Information population active	mai 2001	71-001-PPB	11 / 103
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Tendances sociales canadiennes	été 2001	11-008-XIF	8 / 27
Tendances sociales canadiennes	été 2001	11-008-XPB	11 / 36
TRANSPORTS			
Aviation, bulletin de service, vol. 33, n° 5		51-004-XIB	8 / 82
L'enquête sur les véhicules au Canada	4 ^e trim. de 2000	53F0004XIF	gratuit

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».